



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 18 (2025)

### Faits saillants

- ❖ Vietnam : révision à la baisse de la croissance 2025 à 5,8% par la Banque mondiale
- ❖ Indonésie : excédent commercial record de 4,3 Md USD en mars, juste avant les tarifs US
- ❖ Thaïlande : taux directeur abaissé à 1,75 %

### LE CHIFFRE À RETENIR

**542,6 %**

Montant maximal des  
droits de douanes  
Trump 2.0 sur le  
solaire vietnamien

### Région

#### L'Initiative de Chiang Mai prête à inclure les catastrophes naturelles et sanitaires dans son filet de sécurité régional

Les membres de l'Initiative de Chiang Mai (Japon, Chine, Corée du Sud et pays de l'ASEAN) devraient convenir d'un élargissement de son périmètre afin d'y inclure les pandémies et les catastrophes naturelles lors de leur réunion à Milan prévue le 4 mai. Créée en 2000 à la suite de la crise financière asiatique de 1997-1998, l'initiative repose sur un mécanisme de swap de devises permettant à un État membre en difficulté de convertir sa monnaie locale en dollars américains ou autres devises étrangères, dans le cadre d'un accord multilatéral adossé à des contributions nationales totalisant 240 Md USD. Celui-ci est alimenté à hauteur de 76,8 Md USD par le Japon et la Chine, 38,4 Md USD par la Corée du Sud, et 48 Md USD par les dix pays de l'ASEAN. Le nouveau cadre prévoit que les pays membres puissent mobiliser jusqu'à 50 % de leur quote-part avec l'appui du FMI, ou jusqu'à 20 % sans condition, soit 19,2 Md USD pour le Japon, 11,4 Md USD pour la Thaïlande et 5,0 Md USD pour le Vietnam. La nouvelle version du mécanisme supprimerait, en cas de pandémie ou de catastrophe naturelle, l'obligation faite aux pays bénéficiaires de

fournir des informations détaillées sur leurs finances publiques. Malgré son ambition initiale de stabiliser les taux de change régionaux, le mécanisme n'a encore jamais été activé depuis sa création.

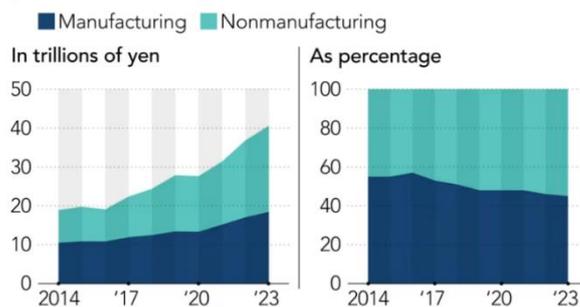
## Les services captent désormais 55 % des IDE japonais en ASEAN

Depuis le début des années 2010, alors que les salaires ont commencé à augmenter en Chine et que l'ASEAN a émergé comme destination potentielle dans une stratégie « China +1 », la région s'est imposée comme bien plus qu'une simple base de production pour les entreprises nippones. En octobre 2024, selon le ministère japonais des Affaires étrangères, on recensait 5 856 entreprises japonaises en Thaïlande, 2 394 au Vietnam et 2 182 en Indonésie. Or, les investissements directs étrangers (IDE) des entreprises japonaises dans l'ASEAN se sont récemment réorientés en faveur des secteurs non manufacturiers, qui représentaient 55 % du stock total d'IDE japonais dans la région fin 2023. Il s'agissait de la cinquième année consécutive où les investissements dans les services dépassent ceux dans l'industrie manufacturière. À titre d'exemple, la majeure partie de l'activité bancaire commerciale mondiale de Mitsubishi UFJ Financial Group (MUFG) en dehors du Japon se fait en Asie du Sud-Est. Pour l'exercice clos en mars 2024, le bénéfice net d'exploitation annuel du groupe s'est élevé à 242,2 Md JPY (1,7 Md USD), dont environ 66 % provenaient de Krungsri (Bank of Ayudhya) en Thaïlande et de Bank Danamon en Indonésie. De même, le géant du commerce de détail AEON prévoit de développer 134 nouveaux centres commerciaux au

Vietnam d'ici à 2030. Cette stratégie d'expansion reflète une réorientation vers des marchés à forte croissance, soutenue par des investissements dans la finance numérique, le e-commerce, la santé et les infrastructures vertes.

### Japan foreign direct investment in ASEAN

(Total cumulative value)



Source: Bank of Japan

# Indonésie

## Émission de 40 % de la dette annuelle dès le T1

Au premier trimestre 2025, l'administration du président Prabowo Subianto a émis 40,6 % de son objectif annuel d'émission de dette, soit 250 Md IDR (14,8 Md USD), sur un total prévu de 616,2 Md IDR (36,5 Md USD), afin d'anticiper les incertitudes économiques liées notamment à la politique commerciale protectionniste des États-Unis. Cette stratégie d'anticipation (« *front-loading* ») intervient alors que le déficit budgétaire atteint déjà 104,2 Md IDR (6,2 Md USD, 0,43 % du PIB), avec des recettes publiques en baisse de 17 % sur un an. Selon la Banque mondiale, la dette publique indonésienne devrait atteindre 40,1 % du PIB en 2025, contre 39,4 % en 2024, en raison d'un accroissement des dépenses publiques pour financer les priorités du nouveau gouvernement, notamment le programme de repas gratuits (10 Md USD) et le fonds souverain Danantara (20 Md USD). Le déficit budgétaire est désormais projeté à 2,7 % du PIB, au-delà de l'objectif initial de 2,53 %. Pour soutenir cette trajectoire, le gouvernement prévoit de contracter 775,9 Md IDR (48,5 Md USD) de nouvelle dette en 2025. La charge des intérêts pourrait ainsi représenter jusqu'à 19 % des recettes publiques, accentuant les inquiétudes sur la soutenabilité budgétaire, d'autant que la roupie reste sous pression, oscillant récemment entre 16 800 et 17 200 pour un dollar.

## Excédent commercial record enregistré avant l'entrée en vigueur des tarifs américains

En mars 2025, l'Indonésie a enregistré un excédent commercial de 4,3 Md USD, son niveau le plus élevé depuis quatre mois, porté par une forte hausse des exportations vers les États-Unis. Les exportations totales ont progressé de 3,2 % en g.a., atteignant 23,3 Md USD, grâce notamment à une hausse de 11,8 % des ventes de fer et d'acier. À noter que l'excédent commercial de l'Indonésie avec les États-Unis a atteint 4,2 Md USD au premier trimestre 2025, contre 3,6 Md USD à la même période l'année précédente. Cette progression est principalement portée par les exportations de machines et équipements électriques, de chaussures et d'huile de palme brute (CPO). Le 2 avril, l'administration Trump a annoncé une hausse des droits de douane de 32 %, mesure finalement suspendue pour 90 jours à compter du 9 avril. Afin d'éviter l'entrée en vigueur de ces nouveaux tarifs, Jakarta privilégie une approche diplomatique et propose d'augmenter ses importations en provenance des États-Unis – notamment de pétrole, de gaz de pétrole liquéfié (GPL), de blé et de soja – pour un montant pouvant aller jusqu'à 19 Md USD (cf. Brèves semaine 16). À l'inverse, la Chine demeure le principal contributeur au déficit commercial bilatéral de l'Indonésie, avec un solde négatif de 1,1 Md USD en mars. Sur l'ensemble du T1,

l'excédent commercial de l'Indonésie s'établit à 10,9 Md USD, en forte hausse par rapport aux 7,4 Md USD enregistrés au T1 2024.

## Malaisie

### **Baisse par la Banque mondiale des prévisions de croissance à 3,9 % pour 2025**

La Banque mondiale a revu ses prévisions de croissance pour la Malaisie à 3,9 % pour 2025 (contre 4,5 % prévus en janvier) après 5,1% en 2024. Celles-ci se situent désormais en-dessous de celles du FMI (4,1 %) et du gouvernement malaisien (entre 4,5 % à 5,5 % espérés en octobre 2024). L'expansion du PIB serait principalement soutenue par la consommation privée (+4,7 % en g.a. après +5,1 % en 2024) et les investissements (+4,2 % en g.a. après +12,0 %). Les exportations de biens et de services n'augmenteraient que modérément (+2,3 % en g.a. contre +8,5 % en 2024). L'inflation s'établirait à 2,6 % en moyenne (1,8 % en 2024) en lien notamment avec la révision des subventions aux carburants sans plomb attendue pour mi-2025. L'institution souligne que ces prévisions sont sujettes à d'importants risques à la baisse en raison des incertitudes croissantes sur l'évolution du commerce mondial et des investissements.

### **Début de négociation avec les Etats-Unis sur les droits de douanes réciproques**

La Malaisie fait partie des pays susceptibles de se voir imposer des droits de douanes « réciproques » sur les produits importés aux Etats-Unis après le 9 juillet, à hauteur 24 % dans son cas (hors exceptions telles que les semiconducteurs). Ainsi le ministre de l'investissement, du commerce et de l'industrie (MITI), Tengku Zafrul, a mené une délégation à Washington où il s'est entretenu, le 24 avril, avec le Secrétaire du commerce Howard Lutnick et le Représentant du commerce Jamieson Greer. Selon le communiqué de presse publié par le MITI le 25 avril, le ministre a exprimé lors ces entretiens l'ouverture de la Malaisie à négocier dans quatre domaines : la réduction du déficit commercial bilatéral, les barrières non-tarifaires, le renforcement de la sécurité technologique et un potentiel accord commercial bilatéral.

### **Interdiction d'exportation de gants en caoutchouc non produits en Malaisie**

Le ministère des plantations et des produits de base malaisien a publié le 25 avril un communiqué interdisant l'exportation de gants en caoutchouc non fabriqués en Malaisie. Cette mesure à effet immédiat vise à prévenir le risque que le pays devienne une plateforme de réexportations dans le contexte de durcissement de la politique douanière américaine, envers la Chine en particulier. Le ministère se déclare par ailleurs prêt à prendre d'autres mesures pour préserver les intérêts de l'ensemble de l'industrie du caoutchouc suivant l'évolution des échanges mondiaux. Neuvième producteur de caoutchouc naturel, la Malaisie est le 1<sup>er</sup> exportateur mondial de

gants en caoutchouc (37 % de parts de marché en 2023) devant la Chine (21 %), avec les Etats-Unis pour principal client (40 % des ventes). L'ensemble du secteur contribue pour 2 % aux exportations malaisiennes avec un montant atteignant 6,7 Md USD en 2024, dont 3,4 Md USD pour les gants.

## Singapour

### **Le coût de la vie, facteur clé du scrutin du 3 mai**

A l'approche des élections générales du 3 mai, le coût de la vie s'impose comme principale préoccupation des électeurs singapouriens. Si l'inflation sous-jacente est revenue à 0,5% en mars 2025 (après un pic à 5,5% début 2023), la perception de la pression sur les prix reste forte, notamment pour les ménages à revenus intermédiaires confrontés à des hausses soutenues dans la santé, le logement et les biens de première nécessité. Le revenu médian reste élevé (11 297 SGD), mais de nombreux ménages sous ce seuil expriment une insatisfaction croissante, exacerbée par la progression continue des prix immobiliers (+10% en 2024 après +5% en 2023) et le relèvement progressif de la taxe sur les biens et services (GST). Selon une enquête Blackbox Research d'avril 2025, la gestion du coût de la vie, de la fiscalité et du logement figure parmi les politiques gouvernementales les moins bien notées, bien que toujours majoritairement approuvées (52 à 59%). En réponse, le gouvernement a présenté en février un budget incluant plusieurs mesures de soutien ciblées aux ménages (bons alimentaires, allègements fiscaux, subventions), dans un contexte de préparation électorale. Sans remettre en cause la stabilité politique, le scrutin pourrait accentuer les pressions sur le gouvernement pour contenir le coût de la vie et renforcer la soutenabilité sociale du modèle économique singapourien.

# Vietnam

## **La Banque Mondiale revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour 2025**

Selon l'institution internationale, le PIB vietnamien devrait croître de 5,8 % en 2025, loin des 8 % initialement prévus par les autorités. Cette révision à la baisse est une conséquence directe des tensions commerciales, l'administration Trump menaçant depuis avril d'imposer des droits de douane « réciproques » à hauteur de 46 % sur les importations vietnamiennes vers les États-Unis. Pour rappel, le commerce extérieur représente 170 % du PIB vietnamien et 30 % des exportations vietnamiennes sont destinées au marché américain. S'ajoute à cela une baisse de la confiance des ménages, et donc un moindre dynamisme de la consommation intérieure, du fait des vulnérabilités du secteur financier. En effet, le ratio moyen de couverture des pertes sur prêts des 26 premières banques du pays ne se monteraient plus qu'à 83 %, alors qu'il était de 150 % en 2022. Enfin, la Banque mondiale s'attend également à ce que le décaissement des investissements publics n'atteigne pas les objectifs – comme cela est régulièrement le cas au Vietnam. Pour rappel : début avril, UOB avait également révisé à la baisse ses prévisions de 7 à 6 %.

## **L'administration Trump soumet les cellules photovoltaïques produites au Vietnam à des droits de douanes pouvant monter jusqu'à 542,6 %**

Le 21 avril 2025, le département américain du Commerce a annoncé le montant des droits de douanes auxquels seront soumis plusieurs producteurs à capitaux chinois (JA Solar, Jinko Solar, Trina Solar, etc.) de cellules photovoltaïques opérant au Vietnam suite à une enquête anti-dumping. Ceux-ci se monteraient en moyenne à 395,85 %, en raison des subventions du gouvernement chinois dont ils auraient bénéficié. Les taux retenus sont largement supérieurs aux taux provisoires qui avaient été retenus par l'administration Biden. Pour rappel : cette enquête intervient suite au dépôt d'une requête par Hanwha Qcells (Corée du sud), First Solar (Arizona) et plusieurs producteurs basés aux États-Unis. En 2023, ceux-ci ont importé pour 4 Md USD de cellules photovoltaïques depuis le Vietnam. A noter, le Canada a également initié le 22 avril 2025 une enquête anti-dumping sur certains produits en acier importés depuis le Vietnam.

## **Vietnam Airlines serait sur le point de finaliser l'acquisition de 50 monocouloirs Boeing**

La compagnie aérienne publique, Vietnam Airlines, serait sur le point de finaliser la commande provisoire de 50 Boeing 737 MAX réalisée en 2023. Cette commande serait notamment financée par Vietcombank et Citibank et permettrait à Vietnam Airlines de répondre à la croissance du transport aérien intérieur et régional (Asie du sud-est et du nord-est). Alors que Boeing rencontre des difficultés à respecter son calendrier de livraison, la récente décision des autorités chinoises de suspendre la réception de ses appareils pourrait permettre au constructeur américain de mieux servir ses clients vietnamiens. Un tel contrat permettrait aussi au Vietnam de réduire son excédent commercial avec les Etats-Unis, priorité de l'administration Trump.

## **Thaïlande**

### **La Banque de Thaïlande abaisse son taux directeur à 1,75 % face au ralentissement économique**

Le comité de politique monétaire de la Banque de Thaïlande a voté à 5 voix contre 2 pour une baisse de 0,25 point du taux directeur, désormais fixé à 1,75 % dès le mercredi 30 avril, afin de répondre à la détérioration des perspectives économiques nationales et mondiales. L'économie thaïlandaise, affectée par la baisse du tourisme et les incertitudes liées au commerce international, devrait connaître une croissance modérée en 2025, estimée à 2 % si les droits de douane sont maintenus et 1,3 % en cas d'augmentation des tensions commerciales. Cette nouvelle estimation est en-dessous de la cible du gouvernement à 3 % et se rapproche des prévisions du FMI à 1,8 % en 2025. L'inflation est attendue plus faible en 2025 que les précédentes estimations qui avoisinaient 1 %, notamment en raison des subventions publiques sur les produits et de la baisse des prix du pétrole. La Banque de Thaïlande note également un durcissement persistant des conditions financières des ménages et entreprises avec un ralentissement du crédit en quantité comme en qualité, ainsi qu'un risque accru de vulnérabilités macro-financières

### **Moody's dégrade la perspective de la note de la Thaïlande de stable à négative, toujours fixée à Baa1**

L'agence de notation Moody's a abaissé sa perspective de stable à négative sur la note souveraine de la Thaïlande, en la maintenant toutefois à Baa1, en raison des risques croissants pesant sur la solidité économique et budgétaire du pays. Cet événement marque une rupture après 5 années sans détérioration de la note ou de ses perspectives par les trois grandes agences de notation. Moody's évoque l'impact direct des droits de douane ainsi que leur effet indirect avec le risque de déversement des produits chinois à bas

coûts qui impactent déjà la production manufacturière du pays. La hausse de la dette publique, le ralentissement du tourisme, le vieillissement de la population et les risques liés au changement climatique sont également mentionnés. La Thaïlande possède toujours des fondamentaux solides selon l'agence, avec une faible inflation, des marchés financiers domestiques robustes et des réserves de change importantes.

## **Accord de principe du gouvernement pour assouplir la limite des 49 % de détention étrangère des entreprises**

Un accord de principe a été trouvé par le cabinet thaïlandais pour une réforme de la Loi sur les entreprises étrangères (Foreign Business Act) en vigueur depuis 25 ans, afin d'assouplir certaines restrictions jugées trop protectionnistes et limitantes pour le développement du pays. L'objectif est de renforcer l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers, notamment pour encourager l'innovation à travers les startups. Cette loi limite actuellement à 49 % la participation étrangère dans une entreprise, en réservant certains secteurs aux seuls citoyens thaïlandais, ce qui freine l'investissement direct et encourage le recours à des prête-noms. Le Ministère du commerce est désormais chargé de rédiger des amendements visant à supprimer les dispositions de la loi freinant le développement économique, avec le soutien des Ministres des finances, de l'intérieur et du travail ainsi que les agences publiques du Conseil national de développement économique et social (NESDC) et du Board of Investment (BoI), interlocuteur privilégié des investisseurs étrangers. Selon le porte-parole du gouvernement, l'esprit des nouvelles règles ne devra plus être de «protéger» les acteurs économiques thaïlandais mais de les «soutenir» afin de renforcer leur capacité à concurrencer les acteurs étrangers.

## **Réforme de la fiscalité sur les véhicules hybrides rechargeables**

Le cabinet thaïlandais a approuvé une réforme fiscale modifiant la fiscalité à l'achat de véhicules hybrides rechargeables (PHEV), à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026. La nouvelle réglementation crée une grille fiscale spécifique pour ces véhicules, en éliminant la limite de taille sur le réservoir de carburant précédemment fixée à 45 L, qui était une exception à l'international et freinait les ventes. Les véhicules hybrides rechargeables disposant d'une autonomie électrique d'au moins 80 km seront désormais taxés à 5 % ceux en dessous à 10 %, contre 6 à 12 % auparavant. Cette décision intervient alors que la production automobile thaïlandaise est en décroissance (-14,8 % au T1 2025) et diminue plus vite que les ventes dans le pays (- 6,4 %). Les véhicules hybrides rechargeables, portés par le grand succès du Bangkok Motor Show, sont à rebours de cette tendance baissière (+337 % sur un an, soit 2458 ventes au T1 2025) mais ne représentent

que 1,6 % des ventes. Cette fiscalité se couple à la mesure EV3, qui permet aux constructeurs de bénéficier de subventions et réductions des droits d'importation sur les véhicules assemblés en échange d'une montée en puissance de la production locale (atteignant 1 véhicule assemblé pour 3 importés en 2027). L'objectif de la mesure est ainsi de faire de la Thaïlande une base de production dans le secteur des hybrides rechargeables, en attirant en particulier les constructeurs chinois dont la part de marché dans les importations est en forte hausse.

# Philippines

## Lancement d'un visa pour Digital Nomads

Le président Ferdinand R. Marcos Jr. a signé le décret présidentiel n°86 instaurant un visa pour les travailleurs étrangers à distance, avec l'objectif de dynamiser le tourisme et l'activité économique. Inspiré de dispositifs similaires en Indonésie, Malaisie et Thaïlande, ce visa d'un an, renouvelable une fois, sera accessible aux candidats de 18 ans ou plus, disposant d'une assurance santé, d'un casier judiciaire vierge, et justifiant d'un travail à distance par voie numérique ainsi que de revenus suffisants générés hors des Philippines (dont le montant n'a pas encore été précisé). Les bénéficiaires ne seront pas considérés comme résidents fiscaux et ne paieront pas d'impôts aux Philippines. Selon le Forum économique mondial, les Philippines se classaient en 2023 au 7<sup>e</sup> rang mondial des centres de travail à distance connaissant la plus forte croissance. A titre d'exemple, en Indonésie, un programme comparable avait attiré 4,3 millions de Digital Nomads en 2022.

## Le NEDA évolue en DEPDev (Département de l'économie, de la planification et du développement)

Le 27 avril 2025, la loi RA 12145 est entrée en vigueur, transformant l'Autorité Nationale pour l'Economie et le Développement (NEDA) en Département de l'Economie, de la Planification et du Développement (DEPDev). Sous la direction d'Arsenio M. Balisacan, ancien secrétaire du NEDA, le DEPDev devient un ministère exécutif à part entière, renforçant son autonomie et ses pouvoirs décisionnels. Le NEDA, qui était chargé de formuler les politiques économiques, de planifier le développement national et de coordonner les agences gouvernementales, était souvent critiquée pour ses délais importants de validation de projets. Le DEPDev a ainsi pour mission de renforcer la planification stratégique à long terme, d'aligner les budgets sur les priorités nationales et de suivre les investissements publics. Cette réforme, préparée depuis 2009, vise à rendre la gouvernance économique plus réactive, stratégique et résiliente, tout en consolidant la planification nationale à long terme.

## **En visite officielle, le Premier ministre japonais a réaffirmé sa volonté de renforcer la coopération économique bilatérale dans plusieurs secteurs stratégiques**

En visite officielle aux Philippines les 29 et 30 avril 2025, le Premier ministre japonais Ishiba Shigeru a, lors d'un échange avec le président Ferdinand Marcos Jr., exprimé la volonté du gouvernement japonais de renforcer la coopération économique entre les deux pays. Le Japon s'est notamment engagé à soutenir les objectifs philippins de montée en gamme de l'économie, en mobilisant ses expertises dans plusieurs secteurs stratégiques. Les échanges ont notamment porté sur la participation d'entreprises japonaises à des projets dans les télécommunications (câble sous-marin, réseau 5G), le développement d'infrastructures énergétiques notamment de GNL et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement en énergie dans le cadre de l'initiative AZEC (*Asia Zero Emissions Community*, une initiative lancée par le Japon en 2022 visant à promouvoir la décarbonation en Asie). Les deux parties ont également convenu de renforcer leur coopération en matière de gestion des catastrophes naturelles, d'agriculture et d'infrastructures. À noter qu'environ 1 600 entreprises japonaises sont implantées aux Philippines, que le Japon constitue le deuxième partenaire commercial du pays ainsi que son principal pourvoyeur d'aide publique au développement via la JICA.

## **Cambodge**

### **Pour des bâtiments moins énergivores**

Le ministère des Mines et de l'Énergie, en collaboration avec le Fonds d'équipement des Nations unies (UNCDF) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a lancé un projet pour améliorer l'efficacité énergétique dans le secteur du bâtiment. Ce secteur représente environ 52 % de la consommation électrique du Royaume. Financé par le Fonds conjoint des Nations Unies pour les ODD, cette initiative entend améliorer la situation en levant les obstacles comportementaux, réglementaires et commerciaux, tout en facilitant l'accès au financement vert pour le secteur privé. D'autres initiatives telles l'adoption d'un décret sur les normes minimales de performance énergétique (MEPS), le code énergétique du bâtiment et la création de labels d'efficacité énergétique pour les climatiseurs et réfrigérateurs, en autres, sont prévues. Pour mémoire, la politique nationale d'efficacité énergétique 2022-2030 ambitionne de réduire la consommation finale totale d'énergie du pays de 19 % d'ici 2030 (de 89 837 GWh à 72 470 GWh). Les efforts seront répartis par secteur : bâtiments résidentiels (-34 %), services publics (-29 %), bâtiments commerciaux (-25 %), industrie (-20 %) et transports (-5 %).

## **Financement coréen pour l'agriculture résiliente**

Le 28 avril 2025, le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche (MAFF) et l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) ont signé un accord pour renforcer l'agriculture résiliente au climat au Cambodge. Ce projet, d'un budget de 12 M USD, sera mis en œuvre d'ici à 2030. Il permettra de fournir aux agents agricoles communaux la formation et les outils nécessaires pour aider les agriculteurs à s'adapter au changement climatique et à améliorer leurs moyens de subsistance. Pour mémoire, bien qu'en réduction, la part de l'agriculture se réduit dans l'économie (elle représente encore 22 % du PIB contre 43 % en 1996). Le secteur agricole demeure essentiel à la sécurité alimentaire et au développement de l'économie rurale. Toutefois, ce secteur, marqué par une faible productivité, est confronté à plusieurs défis : manque d'investissements et d'infrastructures (principalement de systèmes d'irrigation), compétences techniques et technologiques limitées, vulnérabilité accrue face au changement climatique.

## **Des services publics plus efficaces ?**

Le 23 avril 2025, le ministère de l'Economie et des Finances a lancé la Stratégie de développement des services électroniques pour les entreprises (2025-2028). Cette stratégie prévoit la réforme des prestations des services publics aux entreprises, la réduction des frais de service, ainsi que la réduction voire la suppression des procédures à faible valeur ajoutée ou redondantes. L'objectif du gouvernement est de numériser jusqu'à 80 % des procédures administratives les plus fréquentes et les moins complexes d'ici 2028. Cette stratégie entend renforcer l'efficacité des services publics tout en contribuant à la construction d'un écosystème numérique plus dynamique pour les entreprises. Il s'agit d'améliorer l'environnement des affaires au Cambodge grâce à la transformation numérique. Face aux défis liés aux enjeux de diversification, aux conséquences de la graduation du statut de PMA (fin 2029), ainsi qu'à la guerre commerciale lancée par les Etats-Unis, le Cambodge cherche à attirer davantage d'investissements pour soutenir sa croissance.

# **Laos**

## **Des capacités portuaires améliorées**

Le 28 avril, le président et secrétaire générale du parti communiste laotien et le président vietnamien ont inauguré le quai n°3 du port international Laos-Vietnam de Vung Ang (province de Ha Tinh). Le quai n°1 de ce port exploité conjointement par le Laos et le Vietnam avait été inauguré dès 2001. Avec ce nouveau quai d'une profondeur de 13 m pouvant accueillir des navires jaugeant 45 000 tonnes de port lourd, les capacités du port devraient atteindre plus de 7 Mt par an. Environ un tiers des marchandises y transitent concernant le Laos. Ce port est géré par la co-entreprise Laos-Vietnam

International Port, qui en détient 40 % du capital, quand l'entreprise d'Etat Lao Asia Telecom détient le solde. Il est situé à un peu plus de 100 km de la frontière laotienne. Pour mémoire, reprenant un projet des années 1930 jamais abouti, le groupe vietnamien Dèo Ca Group et Petroleum Trading Lao Public Company ont annoncé vouloir construire une ligne de chemin de fer reliant, à plus long terme, le port à la capitale laotienne. Ce projet, en PPP, autorisé pour son tronçon vietnamien, nécessiterait un budget de 1,2 Md USD.

## **Améliorer les productions agricoles et forestières par la recherche**

L'Institut national laotien de recherche agricole et forestière (NAFRI), l'Institut des sciences agricoles du Sichuan et la Sichuan Jiuyan Yufeng Agriculture Co., Ltd ont signé un accord pour développer les techniques agricoles. Cette coopération vise à développer la production de produits agricoles en s'appuyant sur les ressources laotiennes. Très clairement, la Chine vise ainsi à sécuriser ses approvisionnements et l'accès à des matières premières pour ses entreprises. Cela rejoint également l'intérêt du Laos puisque l'agriculture, sous réserve d'être durable – y compris pour l'exploitation forestière –, joue un rôle socio-économique central. Et il existe nombre de coopérations entre le Laos et des organismes chinois pour la production agricoles, notamment la production bovine (le Laos ne parvenant à remplir les contingents tarifaires qui sont offerts à ses exportateurs en Chine).

# Birmanie

## Prolongation du cessez-le-feu pour faciliter l'aide humanitaire post-séisme

Le 1er mai 2025, l'alliance rebelle des Trois Fraternités a annoncé la prolongation jusqu'au 31 mai de son cessez-le-feu unilatéral, initialement décrété le 1er avril, afin de faciliter les secours après le séisme de magnitude 7,7 du 28 mars (plus de 3 700 morts et 5 100 blessés). Le gouvernement d'unité nationale (NUG) avait également suspendu ses offensives dès le 29 mars. Pourtant, l'ONU et le projet ACLED recensent 172 attaques pendant cette période, dont 73 dans des zones sinistrées. Les agences humanitaires internationales soulignent l'urgence des besoins en abris, eau potable, soins de santé et protection des populations.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : [matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr](mailto:matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr) ; [emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr](mailto:emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr) ; [martin.suteau@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.suteau@dgtresor.gouv.fr)